

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Racisme (France) > Kurdes (racisme, France) > **D'un triple meurtre à l'autre, des milliers de Kurdes réclament une réaction (...)**

FRANCE - REPORTAGES

D'un triple meurtre à l'autre, des milliers de Kurdes réclament une réaction de la France

dimanche 8 janvier 2023, par [GABRIEL Berenice](#), [MEBROUKINE Célia](#), [ROUGET Antton](#) (Date de rédaction antérieure : 7 janvier 2023).

Dix ans après l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris, des milliers de manifestants ont réclamé la vérité sur cet attentat dont les commémorations ont été percutées par une nouvelle tuerie fin décembre. Là encore, la motivation ne fait aucun doute selon la communauté, qui accuse la Turquie d'Erdoğan. « Des actes racistes, il y en a des dizaines en France, il y a même des morts. Mais ils ne sont pas dirigés contre les Kurdes », dit un manifestant.

La manifestation était prévue de longue date. Mais elle a pris une dimension plus exceptionnelle encore à la lumière des dernières attaques dont a été victime la communauté kurde ces dernières semaines.

Venus de toute l'Europe, des milliers de manifestant·es ont réclamé des autorités françaises, samedi 7 janvier, qu'elles fassent, enfin, toute la lumière sur l'assassinat de trois militantes kurdes survenu il y a dix ans, dans le X^e arrondissement de Paris.

Dans la nuit du mercredi 9 janvier au jeudi 10 janvier 2013, Fidan Doğan, Leyla Söylemez et Sakîne Cansiz - qui fut l'une des fondatrices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - étaient tuées dans les locaux du Centre d'information sur le Kurdistan, rue Lafayette, par Omer Güney, un ressortissant turc de 34 ans décédé en 2016 en prison, avant d'être jugé.

Après que la thèse mensongère d'un règlement de comptes interne à la communauté kurde a été propagée, des liens entre Omer Güney et des agents des services secrets turcs ont commencé d'être révélés par des journalistes puis d'apparaître dans l'enquête judiciaire française, même si ce dossier a été miné par la raison d'État.

La date de commémoration de cette tuerie a été percutée par une autre actualité funeste pour la communauté kurde : l'attentat du 23 décembre dernier, qui a causé la mort, dix ans plus tard, de trois autres militants. Deux opérations meurtrières en plein cœur de la capitale derrière lesquelles les manifestant·es ne voient qu'un seul responsable : le régime turc de Recep Tayyip Erdoğan - lequel ne cesse de contester avoir joué le moindre rôle dans ces affaires.

L'assaillant du mois de décembre, William Malet, 69 ans, qui venait de sortir de prison pour avoir attaqué au sabre un camp de réfugiés un an plus tôt ([lire ici](#)), a déclaré après son interpellation avoir agi par « *racisme* ». Mais, dans le cortège, ce samedi, personne ne croit en la version d'un homme ayant agi seul, sans complicité, renseignement ni instruction.

Des manifestantes kurdes à Paris, le 7 janvier 2023. © Photo Antton Rouget

Pour Agit, 36 ans, « *dire qu'il s'agit d'un acte suprémaciste* » représente même une « *hérésie* ». Ce Français d'origine kurde, qui réside à Reims, rappelle les étranges circonstances de la tuerie de décembre : « *Le type sort de prison, se procure des armes, traverse Paris pour trouver la rue d'Enghien [le lieu de l'attentat - ndlr], où il y a une dizaine d'ethnies différentes, tue trois Kurdes, dont une haute représentante du mouvement des femmes, le jour même où une réunion était prévue pour préparer les commémorations du triple assassinat de janvier 2013.* »

Trait-d'union évident

Le jeune homme s'étonne aussi du récit fourni par l'assaillant aux enquêteurs, selon lequel il se serait d'abord rendu à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour tuer des étrangers, [avant de rebrousser chemin](#) « *compte tenu du peu de monde présent* ». Il dénonce enfin les violences policières survenues jeudi 5 janvier lors de l'enterrement au Kurdistan turc [du chanteur Mîr Perwer](#), l'une des trois victimes de l'attentat du 23 décembre. Autant de signes qui font dire à Agit que William Malet a été téléguidé. « *Des actes racistes, il y en a des dizaines en France, il y a même des morts. Mais ils ne sont pas dirigés contre les Kurdes* », appuie le trentenaire.

Dans la foule, tout le monde partage ce constat, tirant un trait d'union évident entre les deux attaques. En témoignent ces nombreuses pancartes brandies par les manifestant·es, au message on ne peut plus explicite : « *En 10 ans, l'État turc a frappé deux fois les Kurdes à Paris* », « *Les commanditaires des attentats meurtriers de 2013 et 2022 sont les mêmes* ».

Photo : Des manifestants kurdes place de la République à Paris, le 7 janvier 2023. © Photo Antton Rouget / Mediapart

Bien avant l'attaque du 23 décembre, les organisations kurdes avaient fait de la date de commémoration du triple assassinat de 2013 un rendez-vous majeur, refusant que l'affaire soit enterrée et que la Turquie d'Erdoğan s'en sorte à moindres frais. Des bus ont été affrétés partout en Europe occidentale pour marquer le coup.

Au départ de la manifestation, devant la gare du Nord, à quelques centaines de mètres des lieux de la tuerie de 2013, les organisateurs distribuent des drapeaux violets avec les visages des trois femmes assassinées. D'autres pancartes rendent hommage aux trois nouvelles victimes de 2022. Les militant·es brandissent aussi des portraits d'Abdullah Öcalan, leader du PKK en prison, ou des écussons des Unités de protection du peuple (YPG), groupe armé qui combat en Syrie aux côtés des Occidentaux.

Hurriyet, 48 ans, est venue de Suisse, où seize bus ont été affrétés pour acheminer les militant·es le matin même. « *Ce qu'il s'est passé en décembre est la preuve que les Kurdes ne sont toujours pas protégés en France* », déplore-t-elle. Tout en saluant la présence de nombreux jeunes dans le cortège, elle évoque la situation politique « *très compliquée* » dans laquelle se trouve son peuple, pris en étau de toutes parts.

Avec la Turquie d'Erdoğan, bien sûr, mais aussi la Syrie d'al-Assad, la violente répression qui s'abat en Iran, ou encore les groupes islamistes qui, malgré la défaite militaire de Daech, pullulent encore dans la région. Sur ce tableau noir, une lueur d'espoir apparaît peut-être en juin : « *Nous attendons l'élection présidentielle dans six mois en Turquie, il faut tourner la page d'Erdoğan* », espère Hurriyet.

Devant, sur le camion-sono, l'élu communiste Ian Brossat, adjoint à la mairie de Paris, fait part de sa « *honte* » et de sa « *colère* » en constatant que, dix ans après les crimes de janvier 2013, « *trois Kurdes sont à nouveau assassinés dans [leur] ville, capitale de la France* ». « *Sachez que des*

centaines de milliers voire des millions de Français savent que nos destins sont liés, que vous êtes à la pointe du combat contre le fascisme et contre Daech ! », veut rassurer l'élu.

Ian Brossat demande instamment la levée du secret-défense qui a été opposé aux [juges d'instruction saisis de l'enquête sur les assassinats de 2013](#), bloquant ainsi l'accès à des documents émanant des services de renseignement, mais aussi à ce que la justice « *cherche à savoir s'il y a un commanditaire* » derrière le meurtrier de 2022.

Auprès de Mediapart, l'élu considère qu'il est « *normal que les Kurdes s'interrogent sur la tuerie de décembre* », en constatant qu'il y a « *des coïncidences qui, une fois réunies, sautent aux yeux* ». « *Il y a des questions en suspens. C'est le rôle de la justice d'établir ce qu'il s'est passé. C'est pourquoi je pense que le Parquet national antiterroriste doit se saisir de l'affaire* », ajoute-t-il.

Depuis 10 ans, la justice est sacrifiée au profit des intérêts salaces de la France avec la Turquie.

Message entendu au micro du camion accompagnant le cortège

À quelques mètres de là, Melihan Akdogan, 56 ans, rend hommage à Evîn Goyî, tuée le 23 décembre. Ce jour-là, Melihan aurait dû être avec elle rue d'Enghien. « *On avait rendez-vous pour préparer cette manifestation du 7 janvier. Mais je suis arrivée avec 40 minutes de retard* », témoigne-t-elle auprès de Mediapart.

Melihan Akdogan, qui préside le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), parle de sa camarade comme d'une femme courageuse, engagée dès le plus jeune âge pour « *les femmes kurdes, et toutes les femmes en général* ». « *Evîn, cela veut dire "amour"* », traduit-elle.

Née dans les années 1970 au Kurdistan, Evîn Goyî avait notamment combattu contre Daech en Syrie, où elle avait été blessée pendant la bataille de Raqqa. Ce qui l'avait poussée à rejoindre l'Europe en 2019, pour y être soignée. « *Le slogan "Femme, Vie, Liberté" [[des manifestant·es en Iran](#) - ndlr], c'est aussi Evîn et ses amies qui l'avaient préparé* », avance Melihan Akdogan.

Photo : Des manifestantes kurdes à Paris, le 7 janvier 2023. © Photo Andre Alves / Hans Lucas via AFP

La tête du cortège, qui s'étend tout au long du boulevard Magenta, s'approche rapidement de la place de la République, où une scène et des stands de nourriture ont été installés. Les manifestant·es avancent en rangs serrés, la colère est palpable. Mais tout au long du trajet, un important service d'ordre veille pour éviter le moindre débordement.

Consigne a été donnée : [après les affrontements survenus lors de la manifestation du 24 décembre](#), au lendemain de l'attaque de la rue d'Enghien, tout le monde doit cette fois se tenir à carreau. Des groupes de jeunes sont régulièrement rappelés à l'ordre, fermement invités à se fondre dans le cortège principal. Sur le camion, une voix de femme scande les noms des six victimes des deux attaques. « *Depuis 10 ans, la justice est sacrifiée au profit des intérêts salaces de la France avec la Turquie* », accuse-t-elle.

Mathilde Panot, présidente du groupe La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale, a fait le déplacement avec de nombreux parlementaires de la Nupes pour dénoncer « *l'impunité totale* » dont bénéficient les commanditaires de l'attaque de 2013. « *Il est inacceptable que la vérité sur cette*

tuerie soit sacrifiée par la raison d'État », lance-t-elle, en évoquant la « dette immense de la France à l'égard du peuple kurde ».

La députée dénonce aussi le chantage d'Ankara sur la scène diplomatique, en rappelant que le régime turc a par exemple conditionné l'intégration de la Suède à l'Otan en échange d'un engagement à lutter contre les Kurdes ([lire notre article](#)).

Si de nombreux responsables politiques ont apporté leur soutien aux Kurdes le 23 décembre, seules les forces de gauche (partis politiques et syndicats) se sont affichées dans le cortège, ce samedi. Aucun représentant de la majorité d'Emmanuel Macron ne s'était non plus présenté aux funérailles des trois militants tués, lesquelles s'étaient déroulées le 3 janvier à Villiers-le-Bel, suscitant la colère des organisateurs. Et Mathilde Panot de s'interroger : « *Comment l'interpréter autrement que par des raisons diplomatiques à l'égard de la Turquie ?* »

Antton Rouget

• Mediapart. 7 janvier 2023 à 18h15 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/070123/d-un-triple-meurtre-l-autre-des-milliers-de-kurdes-reclament-une-reaction-de-la-france>

Aux funérailles des Kurdes abattus à Paris : « C'est un assassinat politique »

Des milliers de membres de la communauté kurde européenne sont venus se recueillir à Villiers-le-Bel pour les funérailles des trois Kurdes tués à Paris le 23 décembre. Avec la conviction que l'État turc est responsable. Comme pour l'attaque, similaire, de 2013.

Villiers-le-Bel (Val-d'Oise).– Il y a comme un air de déjà-vu sur l'avenue des Entrepreneurs à Villiers-le-Bel ce mardi : c'est ici même qu'en janvier 2013, la communauté kurde est venue rendre hommage aux trois militantes kurdes assassinées à Paris. Elles s'appelaient Sakîne Cansiz, Fidan Doğan et Leyla Söylemez. Après un non-lieu en 2016, une information judiciaire a été ouverte en 2019 pour trouver les potentiels complices et commanditaires de cette attaque.

Dix ans plus tard, presque jour pour jour, on vient de toute l'Europe assister aux funérailles de trois autres Kurdes : la militante féministe Emine Kara (dite Evîn Goyî), le musicien Mîr Perwer et « tonton » Abdurrahmane Kizil. Ils ont été abattus le 23 décembre, rue d'Enghien, dans le X^e arrondissement de Paris, dans et aux abords du centre culturel kurde de la capitale. Le principal suspect a été mis en examen pour assassinats et tentatives d'assassinat en raison de la race, de l'ethnie, la nation ou la religion et placé en détention provisoire.

« C'est très difficile, d'autant plus que nous avons vécu la même chose il y a dix ans. C'était la même salle, c'est la même émotion. On a du mal à réaliser, on a du mal à comprendre », raconte Cemile Renkliçay, membre du Mouvement des femmes kurdes en France et amie d'Emine Kara.

Dans la foule, l'ambiance est pesante, les visages fermés, les yeux rougis par les pleurs. Les participant-es portent des badges à l'effigie des « martyrs ». Au-dessus des têtes, des drapeaux kurdes et d'autres demandant la libération d'Abdullah Öcalan, surnommé Apo (« oncle » en kurde), leader et membre fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), aujourd'hui emprisonné en

Turquie.

En fin de matinée, une haie d'honneur se forme, à l'extérieur du Palace de Villiers, pour accueillir les cercueils. Aux cris de « *Şehîd Namirin* » (« *Nos martyrs sont éternels* ») et de « *Jan, Jiyad, Azadi* » (« *Femme, vie, liberté* »), la procession funèbre entre dans l'enceinte de la salle de cérémonie. C'est le cercueil d'Emine Kara qui ouvre la voie, porté par des femmes, de toutes générations, vêtues de violet, têtes baissées et secouées par les sanglots.

Vidéo : Les cercueils arrivent sur le lieu des funérailles des trois Kurdes assassinés à Paris en décembre 2022. Le 3 janvier 2023.

Plusieurs milliers de personnes ont répondu à l'appel du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) qui organise ces funérailles. L'intérieur du Palace de Villiers est réservé aux familles des « *martyrs* », aux militant·es et à la presse. Dehors, des écrans géants ont été installés pour que tout le monde puisse suivre la cérémonie et les prises de parole.

C'est là qu'on rencontre Zainab Aksoy, qui a fait le voyage depuis Lausanne en Suisse pour ses « *amis décédés* ». « *Je dis que ce sont mes amis parce que nous sommes tous kurdes* », précise-t-elle.

Comme beaucoup de ses compatriotes, Zainab est inquiète du climat actuel. « *C'est la deuxième fois que ça arrive. Nous, les Kurdes, nous ne sommes pas protégés en Europe* », insiste-t-elle. Même son de cloche chez Gulê Algunerhan, membre du Congrès national du Kurdistan en Europe : « *Le peuple kurde a toujours été opprimé mais aujourd'hui, on ne se sent plus en sécurité.* »

Amed Deza, 40 ans, qui vit en France depuis la fin des années 1990, partage ce point de vue et explique être venu en solidarité. « *Nous sommes ici pour honorer les trois personnes qui ont été tuées. C'était très important de venir, pas pour moi, mais pour la diaspora kurde.* »

Amed est musicien et chanteur. Une semaine avant l'attaque, il partageait la scène avec Mîr Perwer, une des victimes du 23 décembre. « *Ce sont des chansons d'amour, les chansons de Mîr Perwer. Il ne voulait aucun mal à personne. Je suis triste et en colère.* »

Franck, 29 ans, né en France, connaissait lui aussi Mîr Perwer. « *Beaucoup de chanteurs ne sont pas les bienvenus en Turquie parce qu'ils défendent la cause kurde. C'était le cas de Mîr Perwer, qui avait fui le pays pour se réfugier en Europe, raconte-t-il. Ils étaient tous les trois des membres importants de la communauté.* »

Dans la salle de cérémonie, après une minute de silence et la diffusion de l'hymne kurde, les prises de parole s'enchaînent, politiques mais aussi plus personnelles, ponctuées par des slogans scandés en hommage aux « *martyrs* ».

« *Ils peuvent nous attaquer tant qu'ils le veulent, nous assassiner tant qu'ils le veulent, ils ne nous mettront pas à genoux* », déclare d'un ton posé, au micro près des cercueils, la nièce d'Emine Kara.

Emine Kara avait fui la Turquie avec sa famille pour rejoindre un camp de réfugiés dans le Kurdistan du Sud, en Irak. C'est là que, selon ses compagnons de lutte, celle qui était aussi appelée « *Evin de la montagne* » s'est battue contre l'État islamique. Elle aurait participé à la reprise de la ville de Raqqa en 2017 par les forces kurdes.

« *Evin combattait Daech, c'est pour cela qu'elle a été visée* », assure Xane Akdoğan, co-présidente du CDK-F à la tribune. « *Erdogan s'en prend à nous ici parce qu'il n'a pas réussi dans les montagnes [du Kurdistan - ndlr]* ».

L'État turc accusé d'être à la manœuvre

La thèse de l'attentat politique est dans toutes les bouches, des cadres aux militant·es aux simples membres de la communauté. Ici, tout le monde pense que c'est l'État turc qui a commandité l'assassinat d'Emine Kara, Mîr Perwer et Abdurrahmane Kizil.

À l'entrée, un communiqué de presse titré « *10 ans après, la Turquie a commis un nouvel attentat terroriste contre les Kurdes à Paris* » est distribué aux journalistes. « *Il ne fait aucun doute que la Turquie et ses services de renseignements sont impliqués dans cet attentat terroriste* », explique le CDK-F dans ce communiqué.

La procureure précisait le 25 décembre 2022 dans un communiqué que l'enquête n'avait pas été « *révélatrice d'un quelconque lien* » entre le principal suspect William M., 69 ans, et « *une idéologie extrémiste* ». Devant les enquêteurs, le tireur a évoqué une « *haine des étrangers pathologique* ». Il était déjà connu de la justice, notamment pour [avoir attaqué un camp de migrants](#) avec un sabre, et sortait de détention provisoire.

Quelques heures après l'attaque, le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin avait également écarté la possibilité d'une attaque ciblée envers la communauté kurde.

Vidéo : De nombreux participants sont persuadés que cette attaque de décembre 2022, comme celle de 2013, a été commandité par l'Etat turc.

« *Ce qui compte c'est ce que pensent les trois cent mille Kurdes de France. Quand on sait tout ce qu'on a subi, il va de soi que c'est un assassinat politique* », justifie Franck. Traumatisé par le dénouement de l'affaire de 2013, la mort du principal suspect en détention et l'absence de procès, le jeune homme va même plus loin : « *Nous, on pense que le suspect va être déplacé quelque part et qu'il va lui arriver la même chose. Il sera alors compliqué de trouver les commanditaires.* »

Retrouver les commanditaires des assassinats de 2013, mais aussi ceux de l'attaque de 2023, qu'ils soient réels ou présumés, c'est ce que demandent expressément les représentants de la communauté kurde de France.

Dans le communiqué du CDK-F distribué aux journalistes, l'appel est clair : « *Tant que les commanditaires du triple assassinat du 9 janvier 2013 ne seront pas jugés et condamnés, l'attentat politique du 23 décembre 2022 restera également impuni. Toute la lumière doit être faite tant sur la première affaire que sur la deuxième qui endeuille et meurtrit une fois de plus notre communauté.* »

Car depuis l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire en 2019, les juges d'instruction demandent la levée du secret-défense dans le but d'accréditer, ou pas, la thèse selon laquelle le meurtrier de 2013 était missionné par les services turcs.

« *Il est temps que la France prenne toutes les mesures pour élucider ces crimes* », appelait également à la tribune Remzi Kartal, président du Kongra Gelê, le Congrès des peuples du Kurdistan.

Le maire de Sarcelles, Patrick Haddad (Parti socialiste) a pris la parole à la tribune et a soutenu la demande de la communauté kurde : « *Il faut que le secret-défense soit levé et que les lieux de la communauté kurde soient mieux protégés. Nous avons une dette envers les Kurdes et envers les femmes kurdes en particulier qui ont combattu Daech.* »

Le maire de Sarcelles, Patrick Haddad, répond à Mediapart après les funérailles des Kurdes assassinés à Paris

Aucun membre du gouvernement, ni aucun représentant de la nation, n'était présent. Une absence remarquée par les organisateurs, comme l'explique à notre micro Agit Polat, porte-parole du CDK-F.

Photo : Agit Polat, porte-parole du Conseil Démocratique Kurde en France se dit déçu de l'absence de membres du gouvernement et de députés de la nation aux funérailles des trois Kurdes assassinés à Paris.

Après la cérémonie de funérailles, les cercueils devaient être envoyés sur les terres natales des victimes, ceux de Mîr Perwer et Abdurrahmane Kizil en Turquie, celui d'Emine Kara au Kurdistan irakien.

Célia Mebroukine et Berenice Gabriel

- Mediapart. 3 janvier 2023 à 22h18 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/030123/aux-funerailles-des-kurdes-abattus-paris-c-est-un-assassinat-politique>

P.-S.

- *Les articles d'Antton Rouget sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/antton-rouget>

Les articles de Célia Mebroukine sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/celia-mebroukine-0>

- *Les article de Berenice Gabriel sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/berenice-gabriel>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>